

**A\_2022\_28**  
**ARRÊTÉ PORTANT TITULARISATION D'UN AGENT STAGIAIRE**  
**CROIZARD Céline**

**ARRETE**  
portant Titularisation après le premier stage  
de Mme Céline CROIZARD  
Adjoint administratif territorial

Monsieur le Maire d'AUSSAC-VADALLE

**Vu** le code général de la fonction publique, et notamment les articles L.327-1 à L.327-9 ;  
**Vu** le Décret n° 2006-1690 du 22 décembre 2006 modifié avec effet du 01/01/2007 portant statut particulier du cadre d'emplois des Adjointes administratifs territoriaux ;  
**Vu** le Décret n° 2016-604 du 12 mai 2016 modifié avec effet du 01/01/2017 fixant l'échelle indiciaire applicable à ce grade ;  
**Vu** le Décret n° 2016-596 du 12 mai 2016 modifié avec effet du 01/01/2017 fixant la durée de carrière applicable à ce grade ;  
**Vu** l'arrêté portant nomination de Mme Céline CROIZARD, née GREZILLER, à compter du 01/05/2021 en qualité de stagiaire ;  
**Vu** l'attestation de suivi de la formation d'intégration établie le 17/05/2022 par le CNFPT ;  
Considérant que la période de stage effectuée par Mme Céline CROIZARD a été probante ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** Mme Céline CROIZARD, née GREZILLER le 13/07/1981, est nommée titulaire à compter du 01/05/2022 dans le grade d'Adjoint administratif territorial, à raison de 35 h 00 hebdomadaires.

**ARTICLE 2 :** L'intéressée sera classée au 6ème échelon de son grade IB/378 - IM/348, avec une ancienneté de 2 mois 22 jours.

**ARTICLE 3 :** La secrétaire de mairie est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera :  
transmis au président du centre de gestion,  
transmis au comptable de la collectivité,  
notifié à l'intéressée.

Fait à AUSSAC-VADALLE  
Le : 01/06/2022  
Monsieur le Maire



Le Maire,

Gérard LIOT

Monsieur le Maire

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,  
- informe qu'en application des dispositions du décret N° 65-29 du 11 Janvier 1965 modifié, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours, pour excès de pouvoir, devant le Tribunal Administratif de Poitiers dans un délai de deux mois à compter de la présente notification. Ce recours peut être déposé sur l'application internet Télérecours citoyens, en suivant les instructions disponibles à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Notifié le

02/06/2022

Signature de l'agent